



Déclaration liminaire CNAS du 9 juillet 2013 de la Fédération des Finances CGT.

Madame la présidente,

Comme nous l'avons exprimé lors du CTM du 27 juin, la situation sociale et économique du pays est d'une extrême gravité. Le pouvoir d'achat des ménages a enregistré en 2012 une baisse record de 0,9%, les fonctionnaires des ministères économique et financier n'en sont pas épargnés.

Alors que cette situation devrait conduire à stopper sans délai une hémorragie de moyens et d'emplois qui s'amplifie d'année en année dans nos ministères économique et financier, le gouvernement annonce une baisse des crédits de fonctionnement et d'investissements ainsi que la suppression de 2654 postes de plus!

Ceci s'ajoutant au gel du point d'indice, à la réduction des plans de qualification, et à la dégradation des conditions de travail.

L'étude de l'Observatoire interne constate d'ailleurs que 65% des agents jugent que leurs conditions de travail se dégradent, que 53% estiment que les changements sont défavorables et 55% pensent que leur situation va se dégrader. Comme le fait remarquer cette étude un risque de démotivation touche plus d'un tiers des agents.

Nous pourrions dire que nous n'avons pas attendu la dernière vague de l'Observatoire pour confirmer ce que nous savons déjà et ce qui apparaît également dans le rapport d'activité du service social, notamment une demande croissante d'accompagnement social et de soutien psycho-social.

Ce rapport annuel, très complet nous permet d'avoir une vision plus précise de leur travail, mais il pointe également le nombre croissant des demandes sans que pour autant il y ait des créations d'emplois d'assistantes de service social.

S'agissant du bilan de l'action sociale 2012, nous dénonçons comme les années précédentes la réserve de 6% dont on nous a toujours pas démontré l'utilité. Ce budget est insuffisant compte tenu des besoins sociaux des agents. Les crédits alloués à l'Action Sociale sont en diminution, et ne répondent pas aux ambitions affichées par les ministres.

C'est d'ailleurs avec consternation que nous avons appris la réduction de 20 M€ sur le budget d'action sociale interministérielle pour 2014. Nous nous associons à nos camarades des la Fonction Publique pour condamner et refuser ces mesures.

Concernant les subventions allouées aux associations, lors du CNAS du 16 avril dernier, nous vous avons posé la question de savoir pourquoi le premier versement prévu dans les conventions d'objectifs et de moyens, courant février, n'était pas encore effectué. Depuis, une partie de la subvention a été versé en juin, qu'en est il aujourd'hui du deuxième versement ?

La fédération des Finances CGT tient à rappeler qu'en tant que représentants des personnels nous sommes attachés comme le stipule l'article 9 « à la gestion et à la participation de l'action sociale » et favorables à la forme associative.

La fédération des Finances CGT tient à réaffirmer sa conception de l'action sociale, à ne pas confondre avec l'aide sociale, ni avec un complément de rémunération. Ces divers champs d'intervention visent à améliorer les conditions de vie de tous les personnels et non leur niveau de vie.

Nous l'avons déjà dit dans cette instance, nos revendications sont claires, tout d'abord la consolidation et l'amélioration des prestations actuelles, et d'autre part, la création de prestations nouvelles afin de répondre aux besoins de toutes et tous.

Le mécontentement est grand dans les services, les personnels subissent outre les restructurations et les suppressions d'emplois, la baisse de leur pouvoir d'achat, la baisse des budgets d'action sociale.

De plus la nouvelle réforme des retraites annoncée sera un recul supplémentaire puisqu'une baisse du niveau des pensions ainsi que l'allongement de la durée de cotisations sont d'ores et déjà évoqués.

Avant de conclure, nous aimerions vous parler et non pas de façon anecdotique du dernier numéro d'Echanges. En effet, dans

un article consacré à l'économie sociale et solidaire le ministre Benoit Hamon vantait les SCOP en disant je cite « nous avons le devoir de promouvoir un modèle économique plus patient, plus tempérant, plus durable » nous constatons encore une fois, que les choix qui ont été effectués lors des marchés publics pour les tickets restaurants et semble-t-il le marché plus récent des chèques cadeaux s'est fait par l'intermédiaire de gros groupes privés. Nous le regrettons, d'autant plus que l'argument qui est de dire que le choix se fait sur le « moins disant » n'est pas forcément justifié, d'autres critères pouvant être retenus. Nous ne manquerons pas d'interpeller le ministre dans d'autres instances.

Cet exemple montre bien que l'Etat exemplaire n'est qu'un mirage ou de l'affichage !

Pour toutes ces raisons, et dès aujourd'hui, la fédération des Finances CGT invite les personnels à s'inscrire massivement dans la journée d'action prévue le 10 septembre.

Montreuil, le 10 juillet 2013